

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté n° IC-25-082 de mise en demeure et de mesures conservatoires

Société CEPL à ERAGNY-SUR-OISE

**Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment son article L. 171-8,

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu le décret du Président de la République du 6 mars 2025 nommant Mme Hélène GIRARDOT, en qualité de secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise, sous-préfète de Pontoise ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 mars 1993 autorisant la société SONY FRANCE à exploiter des installations d'entrepôt sur le territoire de la commune d'ERAGNY-SUR-OISE – 16 avenue du Gros Chêne – Parc d'activités Les Bellevues ;

Vu l'arrêté préfectoral du 25 mars 1993 modifiant l'arrêté préfectoral du 3 mars 1993 ;

Vu le courrier préfectoral n° 002970 du 26 mai 2003 actant de la reprise par la société CEPL des activités de stockage de matériaux combustibles dans des entrepôts couverts, exploités auparavant par la société SONY FRANCE ;

Vu l'arrêté préfectoral n°25-011 du 28 mars 2025 donnant délégation de signature à Mme Hélène GIRARDOT, secrétaire générale de la préfecture du Val-d'Oise et sous-préfète de l'arrondissement de Pontoise ;

Vu le rapport du 28/03/2025 de la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France établi suite à la visite d'inspection réalisée le 28/02/2025 sur le site exploité par la société CEPL ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées du 28 mars 2025 adressé à la société CEPL lui transmettant le rapport du 28/03/2025 susvisé, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et lui accordant un délai de 15 jours pour faire part de ses observations ;

Considérant que le délai laissé à la société CEPL s'est écoulé sans aucune observation de sa part ;

Considérant que la visite d'inspection du 28/02/2025 a permis de constater que le site ne possède pas de dispositif séparateur d'hydrocarbures ou tout autre dispositif d'effet équivalent équipant les réseaux d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées, tel que prévu par les dispositions de l'article 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié susvisé ;

Considérant que le manquement précité constitue une non-conformité à la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ; que cette non-conformité est de nature à présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'en conséquence, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, il convient de faire application de l'article L. 171-8 en mettant en demeure la société CEPL de se mettre en conformité sur ce sujet ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture ;

A R R Ê T E

Article 1er : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société CEPL, implantée sur le territoire de la commune d'ERAGNY-SUR-OISE, 16 avenue du Gros Chêne – Parc d'activités Les Bellevues, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de 12 mois à compter de la date de notification du présent arrêté** les dispositions de l'article 1.6.4 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié précité.

Article 2 : En cas de non-respect d'une des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de deux mois.

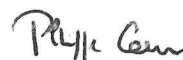
Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au tribunal administratif de CERGY-PONTOISE – 2/4, boulevard de l'Hautil – B.P. 30322 – 95 027 CERGY-PONTOISE Cedex par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte lui a été notifié.

Le tribunal administratif de CERGY-PONTOISE peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).

Article 5 : La secrétaire générale de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire d'ERAGNY-SUR-OISE sont chargés, chacun en qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Cergy, le **27 JUIN 2025**

Le préfet,



Philippe COURT